

**ARRETE MUNICIPAL N°163-21-20****Nomenclature ACTES : 6.1**

**Réglementant la circulation et le stationnement au 8 rue des lilas à Dabo  
Pendant le stationnement d'un camion de 12 tonnes par la Société Madisolation  
(51100 Reims)**

Le Maire de la Commune de DABO,

**Vu** les articles L 2542-1 et 2542-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8<sup>ème</sup> partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992,

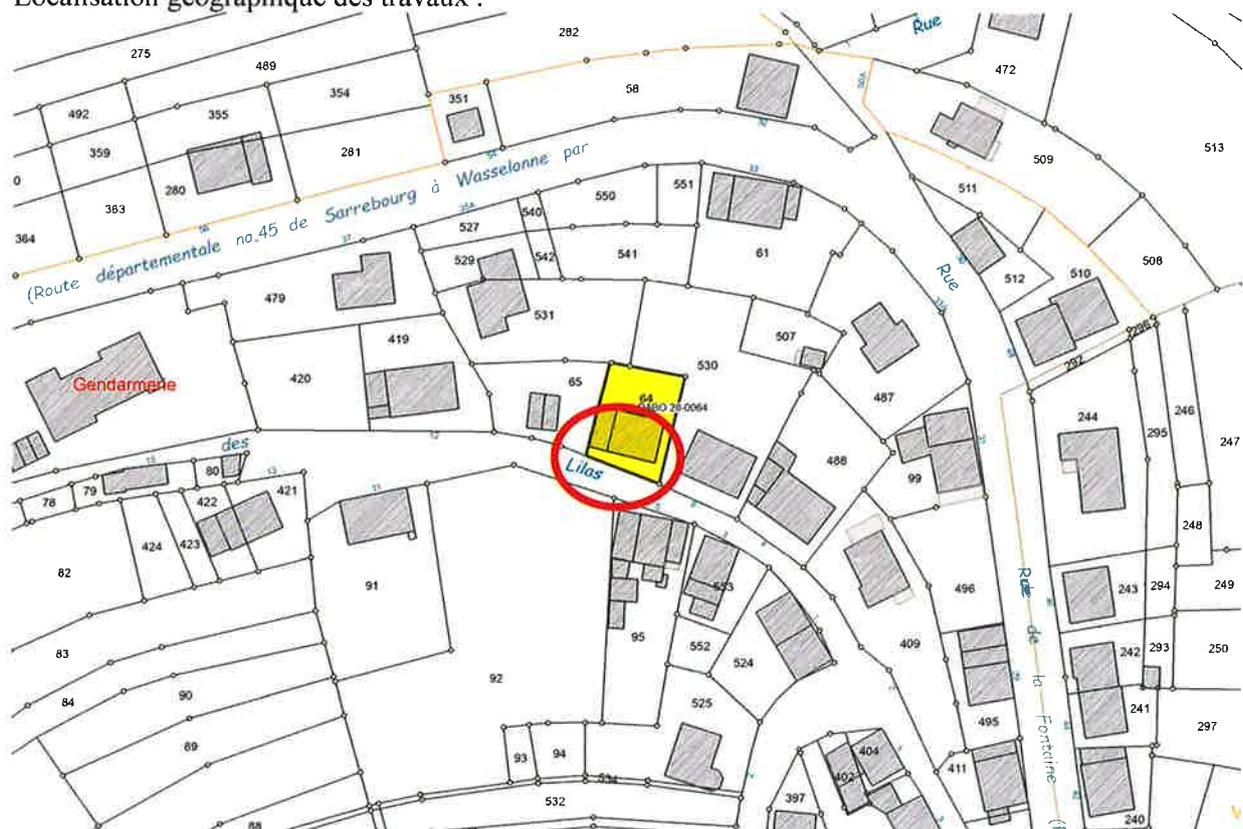
**Considérant** le stationnement d'un camion de 12 tonnes (12ml x 2.5lg),

**Considérant** qu'il convient, par mesure de sécurité de réglementer le stationnement et la circulation au 8 rue des lilas à Dabo pendant le stationnement d'un camion 12t par la Société Madisolation,

## ARRETE

**Article 1** : Le jeudi 11 mars de 8h jusqu'à 10h, devant la maison du n° 8 rue des lilas à Dabo. La circulation sur cette chaussée fera l'objet d'un rétrécissement avec mise en place de panneaux de signalisation,

Localisation géographique des travaux :



**Article 2** : L'entreprise exécutant les travaux aura la charge de l'organisation et de la mise en place de la signalisation temporaire sur le tronçon du domaine public impacté par le chantier. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents, et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - 8<sup>ème</sup> partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Article 3 : En cas d'accident survenant pendant la durée du chantier, la responsabilité de l'entreprise restera toujours engagée dans le cas de sa propre défaillance dans l'observation des prescriptions ci-dessus édictées. De même, l'entreprise supportera la réparation de toutes dégradations aux propriétés publiques ou privées survenues de son fait sur toute l'étendue du chantier.

Article 4 : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate du chantier.

Article 5 : Les services de Police, de Gendarmerie et de voirie seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au registre des arrêtés municipaux.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG dans un délai de deux mois suivant sa date de publication.

Article 7 : Madame la Directrice Générale des Services est chargée de la diffusion de cet arrêté dont ampliation sera transmise à :

- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Dabo ;
- Les Adjoints de la Commune ;
- L'entreprise Madisolation chargée de la réalisation des travaux ;
- Le SDIS de la Moselle ;
- Et affichée à la mairie.

Fait à DABO le 03 mars 2021

Le Maire,  
Eric WEBER.

